



Royaume du Maroc  
Conseil consultatif des droits de l'Homme

*Département Information et Communication*

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

**LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE**

**05 Octobre 2010**

**05 أكتوبر 2010**

## Le CCDH lance aujourd'hui son programme sur les recommandations de l'IER2 **La mémoire n'a pas droit à l'oubli**

**Mohamed Khalil**

C'est aujourd'hui à Rabat qu'aura lieu le lancement officiel du Programme «Archives, Histoire et Mémoire», une recommandation de l'Instance Equité et Réconciliation (IER). L'événement sera présidé par Ahmed Herzenni, président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) et Eneko Landaburu, Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Maroc, qui finance ce programme par une enveloppe de 8 millions d'Euros.

La démarche européenne est d'«accompagner le processus de transition démocratique et de renforcement de la démocratie et des droits humains».

Le programme sera décliné lors de l'organisation de trois tables thématiques sur les axes : Archives, Histoire et Mémoire.

Selon le CCDH, ce Programme se caractérise aussi par l'approche genre qui permettra de faire participer les hommes et les femmes aux mécanismes de décision et aux activités». Ces trois questions - épineuses, mais surmontables tant que la volonté politique existe - contribuent en fait à la réparation des préjudices, à la réconciliation du Maroc avec son passé et représentent également un moyen d'éducation et de connaissance pour les générations passées et à venir. Il est vrai que durant ce que l'on a pris l'habitude d'appeler communément «années de plomb», le peu de textes historiques consacrés aux violations des droits de l'homme, entre 1956 et 1959, ne permettent pas une appréciation globale et objective. Pas plus que les articles de journaux, souvent sectaires et donc ignorant totalement bien des cas politiques d'atteinte aux droits de l'homme. Certes, les archives publiques, notamment du Ministère de l'Intérieur peuvent être d'un grand secours. Mais un travail en profondeur devra se poursuivre afin qu'il soit le plus complet possible. Les témoignages publics de 2004 sont encore en mémoire pour redire l'intérêt suscité au niveau de l'opinion publique nationale et internationale. Il faudra, cependant, que la démarche soit marquée par la confrontation des témoignages contradictoires et le recours à des historiens et à des politiques qui n'ont aucun conflit d'intérêt pour que seule la vérité puisse jaillir. Il est évidemment souhaité que l'occasion du lancement de ce programme puisse être exploitée pour poursuivre le travail déjà entamé sur les cas de disparitions forcées non encore élucidées. Nul doute que les acteurs associatifs intervenant sur la question des droits de l'homme seront associés dans cette œuvre qui ne manquera pas de conforter les avancées du Maroc dans ce domaine très crucial.

(Lire en P. 2)

**Le point de vue des ONG humanitaires sur «Archives, Histoire et Mémoire»**

## Une «initiative salutaire» à compléter

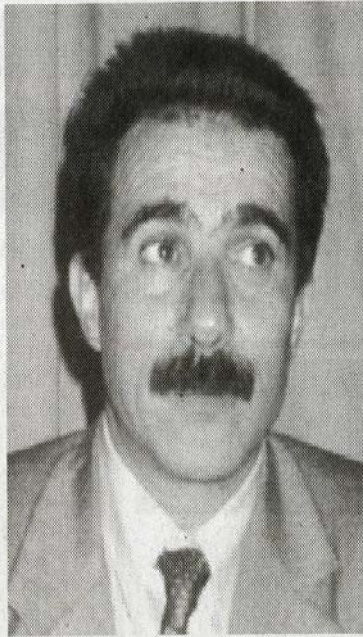
*Le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) lancera à partir d'aujourd'hui à Rabat son programme «Archives, Histoire et Mémoire», une initiative salutaire mais jugée insuffisante.* *Selon l'AMDH et le Forum Vérité et Justice, l'Etat doit respecter ses engagements en mettant en œuvre les recommandations de l'IER.*

Soumia Yahia

Tout en saluant cette initiative, Khadija Riyadi, présidente de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH), estime que l'Etat doit honorer ses engagements en mettant en œuvre les recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER). «Nul doute que les débats, les colloques et le fait de faire participer les hommes et les femmes dans la question de la mémoire et des archives liée aux droits de l'Homme sont importants, seulement, nous avons les recommandations de l'IER qui sont plus concrètes et qu'il faut mettre en application.

Cela requiert une réelle volonté politique», souligne la présidente de l'AMDH.

L'AMDH estime, à ce propos, que la question des droits de l'Homme au Maroc et la volonté de clore définitivement le dossier des violations des droits de l'Homme requièrent des mesures politiques et juridiques tangibles, notamment en matière d'accès aux archives, la préservation des lieux de détention qui doivent garder la mémoire de ce qui est arrivé dans le passé et la mise en place des garanties pour ne plus reproduire les



mêmes violations.

Toujours sur le même registre, Khadija Riyadi rappelle que plusieurs dossiers sont toujours en suspens et que beaucoup reste encore à faire en la matière à part l'indemnisation matérielle. «Le fait que le CCDH annonce, dans son rapport final de janvier 2010, avoir tout réglé, est une

tentative de se dérober de ses engagements en matière de la mise en œuvre des recommandations de l'IER », fait-elle remarquer.

Dans la même optique, K. Riyadi met l'accent sur les principales réformes recommandées dans le cadre de l'IER et qui sont toujours en instance.

Il s'agit, de prime abord, de la réforme constitutionnelle et de l'harmonisation de la législation nationale avec les dispositions des conventions internationales des droits de l'Homme. «La révision de la constitution devra garantir la non répétition des violations des droits de l'Homme et la souveraineté des conventions internationales sur le droit marocain».

L'abolition de la peine de mort est aussi à l'ordre du jour dans le registre des droits de l'Homme. L'adhésion du Maroc au Statut de Rome relatif à la Cour pénale internationale est aussi souscrite dans les recommandations de l'Instance.

L'IER exhorte l'instauration de la bonne gouvernance en matière de sécurité et le droit d'accès à l'information.

Tout en mettant l'accent sur la portée positive de cette initiative, Me



Sebbar, membre du Forum Vérité et Justice souligne, de son côté, qu'elle intervient dans un contexte marqué par l'absence d'une loi moderne sur les archives. « Il aurait été plus judicieux que le CCDH, chargé de mettre en application les recommandations de l'IER, prépare un projet de loi sur la question des archives. Le ministère

de la Culture a fait passer un projet sur le sujet mais les décrets d'applications sont toujours inexistants. Notons aussi que le plus dangereux dans ce texte, ce sont les délais trop longs qui y sont prescrits.», précise Me Sebbar. Pour lui, ce travail de mémoire entrepris par le CCDH ne doit pas rester isolé mais il doit être réalisé en concertation et avec l'implication de la société civile et des victimes des violations.

« Le travail de mémoire intéresse, certes, les historiens et les sociologues. Mais, il nécessite aussi l'adhésion de la société civile et des victimes des atteintes aux droits de l'Homme. La mémoire constitue le passage à l'histoire », note-t-il.

Et de conclure que la recette de la transition d'un Etat de répression à celui démocratique implique la combinaison de deux facteurs : celui de la restitution de la mémoire et de la mise en application des réformes politiques et juridiques telles que recommandées par l'IER. « On ne peut pas rétablir la mémoire sans déclencher, en parallèle, la mise en œuvre des recommandations de l'IER. L'un est tributaire de l'autre ».

En matière «d'Archives, Histoire et Mémoire»

## Lancement officiel du Programme d'Accompagnement aux Recommandations de l'IER

**LE** Conseil consultatif des droits de l'Homme, institution nationale pour la protection et la promotion des droits de l'Homme, chargée de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), lance officiellement le Programme «Archives, Histoire et Mémoire», aujourd'hui, mardi 5 octobre 2010 à Rabat.

Financé par l'Union Européenne dans le cadre de son accompagnement au processus de transition démocratique au Maroc à travers la mise en œuvre des recommandations de l'IER, le Programme Archives, Histoire et Mémoire (IER 2) a pour but, de renforcer le processus d'établissement de la démocratie et des droits humains et pour objectif spécifique de faciliter la mise en œuvre des recommandations de l'IER relatives aux archives, à l'histoire et la mémoire.

D'un montant de 8 millions d'Euros, le programme prévoit plusieurs activités, notamment: l'examen des archives (IER et CCDH), classement, inventaire et mise à la disposition de l'institution «Archives du Maroc», l'appui à la mise en place opérationnelle de «Archives du Maroc», la contribution à l'équipement de cette institution ; l'appui à la valorisation des archives durant la période 1956 - 1999 ; l'appui à l'enseignement de l'histoire du temps présent ; la réalisation d'études et de recherches ; la production de supports de communication ; la célébration des noms des victimes ; la conception et création des musées régionaux ; l'accompagnement du processus

de création du musée national de l'histoire du temps présent ; la contribution à l'équipement des musées

Le Programme «Archives, Histoire, Mémoire», démarrera ses activités par l'organisation de trois tables thématiques concernant chaque axe : Archives, Histoire et Mémoire. Ces rencontres vont permettre d'affiner et de détailler le déroulement des activités prévues. Elles verront la participation d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi que des chercheurs et personnes ressources conformément à l'esprit du programme qui se caractérise par une approche participative permettant l'implication de tous les acteurs concernés par les questions d'archives, d'histoire et de mémoire. Ce Programme se caractérise aussi par l'approche genre qui permettra de faire participer les hommes et les femmes aux mécanismes de décision et aux activités.

Il est à rappeler que la convention de financement de ce Programme a été signée le 19 novembre 2009 entre le CCDH, le Ministère de l'Economie et des Finances et l'Union Européenne (UE).

La cérémonie de lancement officielle du Programme sera présidée par M Ahmed Herzenni, Président du Conseil consultatif des droits de l'Homme et M. Eneko Landaburu, Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Maroc et aura lieu à 10h30 à l'Hôtel Tour Hassan à Rabat.

# Des archives pour la mémoire collective

● Le CCDH a lancé, hier à Rabat, le programme «Archives, histoire et mémoire» ● Une convention de financement a été signée avec la délégation de l'UE d'une valeur de 8 millions d'euros



Ce programme privilégie une approche participative.

(PHOTO : MAP)

PAR **ABOUBACAR Y. BARMA**

Le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), institution nationale pour la protection et la promotion des droits humains et chargée de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER), a lancé officiellement, mardi à Rabat, le programme «Archives, histoire et mémoire». La cérémonie de lancement a été présidée par Ahmed Herzenni, président du Conseil consultatif des droits de l'homme, et Eneko Landaburu, chef de la Délégation de l'Union européenne au Maroc.

Le programme, financé par l'UE dans le cadre de son accompagnement du processus de transition dé-

mocratique au Maroc, a pour but de renforcer le processus d'établissement de la démocratie et des droits humains, et de faciliter la mise en œuvre des recommandations de

## La mise en œuvre de ce programme débutera par l'organisation de trois tables rondes.

l'IER relatives aux archives, à l'histoire et la mémoire. D'un budget de 8 millions d'euros, le programme prévoit plusieurs activités, notamment l'organisation de trois tables rondes thématiques concernant

chacun des trois axes autour desquels il s'articule. Il s'agit, d'abord, d'examiner les archives de l'IER et du CCDH qui seront classées et inventoriées afin de les mettre à la disposition de l'institution «Archives du Maroc» qui sera également équipée à travers le Maroc. Dans le même temps, un appui sera consacré à la valorisation des archives relatifs à la période 1956-1999, à l'enseignement de l'histoire du temps présent à travers des études et des recherches mais aussi la production des supports de communication, la conception et la création des musées régionaux parallèlement à l'accompagnement du processus de création d'un musée national.

La mise en œuvre de ce programme dont la convention de financement a été signée le 19 novembre 2009 entre le CCDH, le ministère de l'Économie et des finances et l'Union européenne (UE), débutera, donc, par l'organisation des trois tables rondes thématiques. Rencontres qui permettront, selon le CCDH, d'affiner et de détailler le déroulement des activités prévues. Plusieurs organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi que des chercheurs et personnes-ressources y participeront conformément à l'approche participative permettant l'implication de tous les acteurs concernés, mise en œuvre dans le cadre du programme. À ce titre, l'approche genre sera également privilégiée en vue de faire participer «les hommes et les femmes aux mécanismes de décision et aux activités».

سيقوم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، المؤسسة الوطنية لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، والمكلفة بمتابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، بالإطلاق الرسمي لبرنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف، التاريخ والذاكرة، وذلك يومه الثلاثاء 5 أكتوبر 2010 بالرباط.



## برنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف ينطلق رسميا



يهدف البرنامج، الممول من طرف الاتحاد الأوروبي في إطار مواكبته مسار الانتقال الديمقراطي للمغرب عبر تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، إلى تعزيز مسار إرساء الديمقراطية وإعمال حقوق الإنسان، كما يسعى بشكل خاص إلى تيسير تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال حفظ الأرشيف؛ البحث التاريخي، نشر وتعميم المعارف حول التاريخ الراهن للمغرب وحفظ الذاكرة.

ويتضمن البرنامج، الذي يبلغ غلافه المالي 8 ملايين أورو، العديد من الأنشطة تهم دعم تفعيل إنشاء مؤسسة «أرشيف المغرب» فحص أرشيف الهيئة والمجلس المتوفر حاليا، تصنيفه، جرده ووضع رهن إشارة مؤسسة «أرشيف المغرب» المساهمة في تجهيز هذه المؤسسة، دعم ترميم الأرشيف الخاص بالفترة الممتدة ما بين 1956 و1999، دعم تدريس التاريخ الراهن، إنجاز الدراسات والأبحاث، إنتاج الدعامات التواصلية، تخليد أسماء الضحايا، إحداث متاحف جهوية، مواكبة إحداث المتحف الوطني للتاريخ الراهن، المساهمة في تجهيز المتاحف...

وستنطلق أنشطة البرنامج بتنظيم ثلاث موائد موضوعاتية تهم محاور: الأرشيف، التاريخ والذاكرة. وستمكن هذه اللقاءات من صقل وتفصيل مجريات تنفيذ الأنشطة المبرمجة. وستعرف هذه اللقاءات مشاركة هيئات حكومية ومنظمات غير حكومية وكذا باحثين وخبراء، وذلك إعمالا لفلسفة البرنامج القائمة على تبني مقاربة تشاركية تمكن من إشراك كل الفاعلين المعنيين بقضايا الأرشيف، التاريخ والذاكرة. ويتميز البرنامج أيضا بتبني مقاربة النوع التي ستمكن من إشراك الرجال والنساء في آليات اتخاذ القرار وكذا في الأنشطة.

يذكر أنه تم توقيع اتفاقية تمويل البرنامج في 19 نونبر 2009 بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة الاقتصاد والمالية والاتحاد الأوروبي.

وستجري وقائع حفل الإطلاق الرسمي للبرنامج في الساعة العاشرة والنصف صباحا بفندق صومعة حسان بالرباط برئاسة أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والسيد إينيكو لاندابورو، رئيس مندوبية الاتحاد الأوروبي بالمغرب.

من جلسات الاستماع العمومية التي نظمتها هيئة الإنصاف والمصالحة

## إعطاء انطلاقة برنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف والذاكرة

يقوم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، يومه الثلاثاء 5 أكتوبر بالرباط، بالإطلاق الرسمي لبرنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف، التاريخ والذاكرة». ويهدف هذا البرنامج الممول من طرف الاتحاد الأوروبي، في إطار مواكبته لمسار الانتقال الديمقراطي بالمغرب، عبر تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، إلى «تعزيز مسار إرساء الديمقراطية وإعمال حقوق الإنسان». ويتضمن البرنامج الذي يبلغ غلافه المالي 8 مليون أورو، العديد من الأنشطة التي تهم دعم تفعيل إنشاء مؤسسة «أرشيف المغرب، فحص أرشيف الهيئة والمجلس المتوفر حاليا، تصنيفه، جرده ووضع رهن إشارة مؤسسة أرشيف المغرب، المساهمة في تجهيز هذه المؤسسة، تخليد أسماء الضحايا، مواكبة إحداث المتحف الوطني للتاريخ الراهن...».

وستنطلق أنشطة البرنامج بتنظيم ثلاث موائد موضوعاتية تهم محاور: الأرشيف، التاريخ والذاكرة. وستمكن هذه اللقاءات من صقل وتفصيل مجريات تنفيذ الأنشطة المبرمجة. وستعرف هذه اللقاءات مشاركة هيئات حكومية ومنظمات غير حكومية وكذا باحثين وخبراء، وذلك إعمالا لفلسفة البرنامج القائمة على تبني مقاربة تشاركية تمكن من إشراك كل الفاعلين المعنيين بقضايا الأرشيف، التاريخ والذاكرة. ويتميز البرنامج أيضا، بتبني مقاربة النوع التي ستتمكن من إشراك الرجال والنساء في آليات اتخاذ القرار وكذا في الأنشطة.



*Conseil consultatif des droits de l'Homme*

## Lancement du Programme "Archives, Histoire et Mémoire"

Le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), institution chargée de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER), lancera officiellement, aujourd'hui à Rabat, le Programme «Archives, Histoire et Mémoire».

Financé par l'Union européenne dans le cadre de son accompagnement au processus de transition démocratique au Maroc à travers la mise en œuvre des recommandations de l'IER, le Programme Archives, Histoire et Mémoire (IER 2) a pour but, de renforcer le processus d'établissement de la démocratie et des droits humains, et de faciliter la mise en œuvre des recommandations de l'IER relatives aux archives, à l'histoire et la mémoire, indique un communiqué du CCDH.

D'un montant de 8 millions d'euros, le programme prévoit plu-

sieurs activités notamment l'organisation de trois tables thématiques concernant chaque axe : Archives, Histoire et Mémoire.

Selon le CCDH, «ce Programme se caractérise aussi par l'approche genre qui permettra de faire participer les hommes et les femmes aux mécanismes de décision et aux activités».

La convention de financement de ce Programme a été signée le 19 novembre 2009 entre le CCDH, le ministère de l'Économie et des Finances et l'Union européenne (UE).

La cérémonie de lancement officiel du Programme sera présidée par Ahmed Herzenni, président du Conseil consultatif des droits de l'Homme et Eneko Landaburu, chef de la Délégation de l'Union européenne au Maroc.

MAP

CONSEIL CONSULTATIF DES DROITS DE L'HOMME

## Lancement mardi du programme «Archives, histoire et mémoire»

■ Le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), institution chargée de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), lancera officiellement, mardi à Rabat, le Programme «Archives, Histoire et Mémoire».

Financé par l'Union européenne dans le cadre de son accompagnement au processus de transition démocratique au Maroc à travers la mise en œuvre des recommandations de l'IER, le Programme Archives, Histoire et Mémoire (IER 2) a pour but, de renforcer le processus d'établissement de la démocratie et des droits humains et de faciliter la mise en œuvre des recommandations de l'IER relatives aux archives, à l'histoire et la mémoire, indique un communiqué du CCDH.

D'un montant de 8 millions d'euros, le programme prévoit plusieurs activités notamment l'organisation de trois tables thématiques concernant chaque axe : Archives, Histoire et Mémoire.

Selon le CCDH, ce Programme se caractérise aussi par l'approche genre qui permettra de faire participer les hommes et les femmes aux mécanismes de décision et aux activités».

## انطلاق مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف

ليلي أنوزلا

يعطي أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، بمعية إينيكو لاندابورو، السفير، رئيس مندوبية الاتحاد الأوروبي بالمغرب، اليوم الثلاثاء بالرباط، الانطلاقة الرسمية لبرنامج "مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف، التاريخ والذاكرة".

ويهدف هذا البرنامج، الممول من طرف الاتحاد الأوروبي، في إطار مواكبته لمسار الانتقال الديمقراطي بالمغرب، عبر تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، إلى "تعزيز مسار إرساء الديمقراطية وإعمال حقوق الإنسان، وتيسير تنفيذ توصيات الهيئة في مجال حفظ الأرشيف والبحث التاريخي، ونشر وتعميم المعارف حول التاريخ الراهن للمغرب، وحفظ الذاكرة".

ويتضمن البرنامج، الذي يبلغ غلافه المالي 8 ملايين أورو، أنشطة تهم دعم تفعيل إنشاء مؤسسة "أرشيف المغرب"، وفحص أرشيف الهيئة والمجلس المتوفر حاليا، وتصنيفه، وجرده ووضع رهن إشارة مؤسسة "أرشيف المغرب"، فضلا عن المساهمة في تجهيز هذه المؤسسة، ودعم ترميم الأرشيف الخاص بالفترة بين 1956 و1999، ودعم تدريس التاريخ الراهن، وإنجاز الدراسات والأبحاث، وإنتاج الدعامات التواصلية، وتخليد أسماء الضحايا، وإحداث متاحف جهوية، ومواكبة إحداث المتحف الوطني للتاريخ الراهن، والمساهمة في تجهيز المتاحف.

وستنطلق أنشطة البرنامج بتنظيم ثلاث موائد موضوعاتية، تهم محاور الأرشيف، والتاريخ والذاكرة. ويقول المجلس إن هذه اللقاءات ستتمكن من صقل وتفصيل مجريات تنفيذ الأنشطة المبرمجة، مشاركة هيئات حكومية ومنظمات غير حكومية وكذا باحثين وخبراء، إعمالا "لفلسفة البرنامج، القائمة على تبني مقاربة تشاركية، تمكن من إشراك كل الفاعلين المعنيين بقضايا الأرشيف، والتاريخ والذاكرة". ويتميز البرنامج، أيضا، بتبني مقاربة النوع، التي ستتمكن من إشراك الرجال والنساء في آليات اتخاذ القرار، وكذا في الأنشطة.

يذكر أن اتفاقية تمويل البرنامج وقعت في 19 نونبر 2009 بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ووزارة الاقتصاد والمالية، والاتحاد الأوروبي.

# BILADI

## Rencontre de concertation à Rabat sur la traite des êtres humains

Cette réunion s'inscrit dans le cadre d'une étude que prépare le conseil sur cette question conformément à ses attributions dans le domaine de la protection et la promotion des droits de l'Homme, et dont il a présenté la première mouture lors de sa dernière session en juillet dernier.

Les participants se sont penchés sur les données relatives au trafic des êtres humains au Maroc sur la base de documents et d'études publiés par les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi que sur les dispositions législatives visant à faire face à ce phénomène tout en tenant compte des engagements internationaux pris par le Maroc en vertu des conventions internationales relatives à la traite humaine et aux droits de l'Homme.

Les thèmes abordés s'articulent autour du rôle des ONG dans la lutte contre ce phénomène et la coordination entre les différents acteurs dans la perspective de parachever cette étude.

Intervenant lors de cette réunion, le président du CCDH, M. Ahmed Herzenni a indiqué que cette réunion de concertation vise à mener à terme une série de concertations et de débats engagés par le CCDH sur la question de la traite humaine qui constitue un sujet de préoccupation aux niveaux national et international.

Le débat sur ce phénomène permettra d'en évaluer l'ampleur et d'envisager la meilleure stratégie pour le combattre, a-t-il dit, soulignant qu'à moins de lutter contre ce phénomène, tous les acquis réalisés par le Maroc dans le domaine des droits de l'Homme seront anéantis.

Il a également souligné l'importance de développer l'arsenal juridique du Maroc en matière de lutte contre le trafic des êtres humains.

M. Herzenni a indiqué que le CCDH engagera des concertations avec toutes les parties concernées et décidera s'il plaidera pour l'élaboration d'une loi relative à ce phénomène ou s'il se contentera de formuler un avis consultatif à ce sujet.

Pour sa part, M. M'Barek Boudarka, membre du CCDH a relevé que le Maroc ne dispose par d'une loi concernant ce phénomène complexe qui relève du crime organisé supervisé par de grands réseaux criminels au niveau international.

Le CCDH est en phase de lancer des débats avec les départements ministériels et la société civile en vue d'élaborer une vision pour lutter contre ce phénomène surtout que de nombreux pays envisagent d'élaborer une législation en la matière.

Le CCDH a participé à des rencontres sur le trafic des êtres humains pour s'enquérir des expériences internationales efficaces en la matière et a approfondi ses connaissances s'agissant des dispositions des traités internationaux des droits de l'Homme et des études et statistiques sur cette question, rappelle-t-on.

## Le CCDH lance le Programme "Archives, Histoire et Mémoire".

**Le ministre de la Justice, Mohamed Naciri (d) accompagné du président du CCDH, Ahmed Herzenni (c) le 12 mai 2010 à Rabat. /MAP**

Le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), institution chargée de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER), lancera officiellement, mardi à Rabat, le Programme "Archives, Histoire et Mémoire".

Financé par l'Union Européenne dans le cadre de son accompagnement au processus de transition démocratique au Maroc à travers la mise en œuvre des recommandations de l'IER, le Programme Archives, Histoire et Mémoire (IER 2) a pour buts, de renforcer le processus d'établissement de la démocratie et des droits humains, et de faciliter la mise en œuvre des recommandations de l'IER relatives aux archives, à l'histoire et la mémoire, indique un communiqué du CCDH.

D'un montant de 8 millions d'Euros, le programme prévoit plusieurs activités notamment l'organisation de trois tables thématiques concernant chaque axe : Archives, Histoire et Mémoire. Selon le CCDH, ce Programme se caractérise aussi par l'approche genre qui permettra de faire participer les hommes et les femmes aux mécanismes de décision et aux activités". La convention de financement de ce Programme a été signée le 19 novembre 2009 entre le CCDH, le Ministère de l'Economie et des Finances et l'Union Européenne (UE).

MAP

## Le CCDH se concerta avec les acteurs associatifs

# Lutte contre la traite des personnes

**Meryem Salmi**

Le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) a tenu lundi 4 Octobre à Rabat au siège du CCDH, une rencontre de concertation avec les acteurs de la société civile sur le phénomène de la traite des personnes.

Cette rencontre, qui fait suite à une première réunion tenue en septembre par le Conseil avec les secteurs gouvernementaux et les institutions nationales concernées, s'inscrit dans le cadre de la finalisation d'un projet d'étude que prépare le Conseil sur le phénomène de la traite dans le cadre de la mise en œuvre de ses prérogatives dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de l'Homme.

La première mouture du projet a été présentée lors de la dernière session du Conseil, tenue en juillet dernier.

Cette étude a permis l'implication des différents acteurs gouvernementaux, institutionnels, politiques et de la société civile.

Ainsi lors de cette rencontre, les participants ont approché le thème à travers différents axes : les données et les informations disponibles sur ce phénomène au Maroc à travers les documents et les études

publiées par les organes gouvernementaux, non gouvernementaux, et les institutions et organisations internationales et, enfin, les dispositions législatives adéquates à même de lutter contre ce phénomène, en prenant en considération les engagements internationaux du Maroc en vertu des conventions internationales spécifiques à la traite des personnes d'un côté, et les conventions internationales relatives aux droits de l'homme d'un autre.

La rencontre s'est également penchée sur le rôle des ONG dans la lutte contre ce phénomène, mettant en exergue les orientations les plus adéquates en matière de coordination entre les acteurs dans la perspective d'achever cette étude.

Sur l'agenda du CCDH, la traite des personnes est inscrite en lettres rouges. Dans le cadre de la préparation de cette étude, le conseil a participé à plusieurs rencontres internationales sur la question de la traite des personnes et a pris connaissance des expériences réussies et des bonnes pratiques dans le domaine. Il a ainsi étudié les conventions internationales relatives à la question et considéré les statistiques et données existantes.

## الرباط تنتقد تهويل وتضخيم القضية من طرف وسائل الإعلام دراسة مغربية حول ظاهرة الاتجار في البشر بعد تقرير أميركي تحدث عن تفشي الظاهرة

الرباط، لطيفة العروستي

أقر المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان المغربي بغياب إحصائيات ومعطيات دقيقة حول ظاهرة الاتجار بالبشر في المغرب التي تستهدف النساء والأطفال بشكل خاص، لافتا إلى وجود «تضخيم» و«تهويل» للظاهرة من قبل الصحافة المحلية.

ويعكف المجلس على إعداد دراسة حول الظاهرة والتدابير القانونية التي يتعين على المغرب اتخاذها، سيكشف عن نتائجها نهاية العام المقبل.

وكان تقرير للخارجية الأميركية قد أشار إلى تفشي ظاهرة الاتجار بالبشر في المغرب من خلال وجود ظاهرة ترحيل الرجال والنساء والأطفال في إطار الهجرة غير الشرعية نحو أوروبا والشرق الأوسط من أجل إرغامهم على القيام بأعمال قسرية واستغلالهم جنسيا. كما كشف التقرير أن المغرب أضحي بلدا مصدرا ومستقبلا وبلد عبور كذلك بالنسبة للمهاجرين غير الشرعيين، الذين يتم

استغلالهم جنسيا عن طريق شبكات الاتجار بالبشر.

كما تتجلى الظاهرة على المستوى المحلي من خلال هجرة الأطفال والنساء المغربيات من الريف إلى المدن من أجل العمل في البيوت، وتعرضهم للاستغلال الجنسي، منبها المغرب إلى ضرورة التوفر على معطيات وإحصائيات دقيقة حول الظاهرة.

وكان المغرب قد أعلن أن مصالح الأمن فككت أكثر من 130 شبكة للاتجار في النساء والأطفال العام الماضي.

وفي هذا السياق، قال أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، إنه يتعين تحديد حجم الظاهرة والبحث عن الطريقة السليمة للتعامل معها لأن هناك انطبعا على وجود تضخيم وتهويل للظاهرة من قبل وسائل الإعلام المغربية، ووصف الظاهرة بـ«المشينة»، والتي «إذا لم تعالج ستتنسف جميع المكتسبات التي حققها المغرب في مجال حقوق الإنسان»، على حد تعبيره. وأوضح حرزني، الذي كان

يتحدث أمس في لقاء جمعه بعدد من ممثلي المجتمع المدني بغية التشاور حول دور المنظمات غير الحكومية في مواجهة الظاهرة في أفق استكمال الدارسة المذكورة، أن المجتمع المدني المغربي لم يهتم بهذه الظاهرة إلا أخيرا، من خلال إثارة بعض القضايا مثل تشغيل الطفلات الصغيرات خادمت في البيوت، والتي لم تسفر حتى الآن عن قانون ينظم القطاع، بالإضافة إلى الحديث عن هجرة الأفارقة إلى المغرب التي تتم عبر شبكات منظمة. من جهته عزا مبارك بودرقة، عضو المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، غياب إحصائيات عن الظاهرة، لكونها «جريمة مركبة عابرة للمقارنات، وتشرف عليها شبكات إجرامية دولية كبيرة»، مشيرا إلى أن الظاهرة في استفحال إذ تحتل المرتبة الثالثة بعد تجارة المخدرات والسلاح. وفي معرض حديثه عن ظاهرة الدعارة التي أصبحت وسائل الإعلام المحلية تفرد لها مساحات واسعة، قال بودرقة إن

كما انتقدت الفراغ القانوني لمواجهتها، وغياب أي حماية للأشخاص الذين يتعرضون للاستغلال.

وعرف البروتوكول الخاص بمنع وقمع ومعاقبة الاتجار بالأشخاص، وبخاصة النساء والأطفال الصادر في عام 2000، والمكمل لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية لسنة 1951، الاتجار بالأشخاص بكونه «تجنيد أشخاص أو نقلهم أو تنقلهم أو إيوائهم أو استقبالهم بواسطة التهديد بالقوة أو استعمالها أو غير ذلك من أشكال القسر أو الاختطاف أو الاحتيال أو الخداع أو استغلال السلطة أو استغلال حالة استضعاف، أو بإعطاء أو تلقي مبالغ مالية أو مزايا لنيل موافقة شخص له سيطرة على شخص آخر لغرض الاستغلال. ويشمل الاستغلال، كحد أدنى، استغلال دعارة الغير أو سائر أشكال الاستغلال الجنسي، أو السخرة أو الخدمة قسراً، أو الاسترقاق أو الممارسات الشبيهة بالرق، أو الاستعباد أو نزع الأعضاء».

القوانين للأشخاص. وفي السياق ذاته، قال المحجوب الهيبة، الأمين العام للمجلس، إن الاتجار بالبشر ظاهرة متعددة الأبعاد يدخل ضمنها العديد من الجرائم، المتمثلة في استغلال النساء والأطفال والمهاجرين، بالإضافة إلى أن لها بعداً إقليمياً ودولياً ووطنياً.

وأضاف أن الدولة ملزمة بحماية مواطنيها في الداخل والخارج، وقال إن المغرب صادق على مختلف الاتفاقيات الدولية في هذا المجال. ومن خلال النقاشات التي جرت مع مختلف القطاعات الحكومية وغير الحكومية، سيتقرر ما إذا كان المغرب سيتبنى قانوناً خاصاً لتجريم الظاهرة، أم أنه سيقصر على إضافة بنود جديدة تتعلق بالظاهرة في قانونه الجنائي. وقال الهيبة إنه لا يمكن تجاهل التأثير الذي مارسه الإعلام للتعاطي مع الظاهرة.

من جهتها، انتقدت الجمعيات الحقوقية ما وصفته بـ«تساهل» الدولة مع الظاهرة،

المجلس استقى شهادات حية من مغربيات وقعن ضحية شبكات الاتجار بالبشر، ويتعرضن للاستغلال الجنسي في دول الخليج، مشيراً إلى أن عدداً من هذه الدول مثل الإمارات وقطر والسعودية والكويت إلى جانب دول عربية أخرى مثل اليمن وسورية، سنت قوانين لمواجهة الظاهرة، ورغم ذلك لم تحل المشكلة، على حد قوله.

ولفت بودرقة إلى أن عدداً من الرجال والنساء المغاربة، الذين يسافرون للعمل في دول عربية تكون لديهم عقود عمل موثقة من جهات رسمية، ومع ذلك يتم استغلالهم في تلك البلدان. وانتقد بودرقة نظام «الكفيل» الذي يعمل به في عدد من تلك الدول، والذي يجعل العامل المغربي خاضعاً بشكل مطلق لإرادة الكفيل الذي يجرده من جواز سفره بمجرد وصوله.

وأشار بودرقة إلى أن جزءاً من التعقيدات التي تظهر عند مواجهة الظاهرة هي تعارضها في بعض الحالات مع مبدأ حرية السفر والتنقل الذي تكفله



## دورة تكوينية بأكادير حول المقاربة الحقوقية والتدبير القائم على النتائج لفائدة الجمعيات المحلية

وتناول التكوين المقاربة الحقوقية من خلال الوقوف بشكل خاص على منظومة حقوق الإنسان، الحقوق الاجتماعية والاقتصادية، منظومة الحماية، جميع المعلومات والتقييم وتحديد المشكل وتحليل الأسباب، تحليل المسؤوليات والأدوار، تحليل القدرات، أما مقارنة التدبير القائم على النتائج فتم تداولها عبر الوقوف عند علاقة الحقوق بالتنمية، التخطيط، مؤشرات قياس التدبير، المتابعة والتقييم، كما سيقف التكوين عند التراسيم المشتركة بين مقاربة حقوق الإنسان ومقاربة التدبير القائم على النتائج.

العربية للتدريب والبحوث «كوثر». وهدفت هذه الدورة إلى تسليط الضوء على الدور المركزي لحقوق الإنسان في التنمية والتنمية المضافة لمقاربة حقوق الإنسان في مسارات التخطيط والبرمجة في مجال التنمية، اعتماد منهجية المقاربة الحقوقية في مجال التخطيط للتنمية: توضيح منهجية التدبير القائم على النتائج والتدريب على استعماله: إبراز المؤهلات المطلوبة لاعتماد المقاربة الحقوقية في مجال التخطيط للتنمية والوقوف على روابط المقاربة الحقوقية، والتدبير القائم على النتائج.

• نظم المكتب الإداري الجهوي للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بأكادير يومي 20 و30 شتنبر 2010 دورة تكوينية لفائدة الجمعيات المحلية حول المقاربة الحقوقية والتدبير القائم على النتائج. وتدرج هذه الدورة، الثالثة من نوعها، في إطار برنامج دعم قدرات الجمعيات الحاملة للمشاريع أو المشاركة في طلب منحة لمشاريعها في إطار مشروع «توثيق المنهجيات الجديدة في مجال حقوق الإنسان في الأصوات المنادية بالتنمية المحلية» المنفذ من طرف المكتب الإداري الجهوي للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بأكادير ومركز المرأة